

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : Face à BARDELLA et MACRON : le FRONT POPULAIRE !	1
Reims : Face à l'extrême-droite, une intersyndicale de combat	2
Châlons-en-Champagne : non à l'extrême-droite !	2
Vitry-le-François : contre l'extrême-droite, pour le progrès social et écologique	2
Reims - Boulangerie de l'Europe : Stop au mépris !	2
Reims- Alarme sociale aux TUR	3
Champagne : pas de plan d'action pour les vendanges sans la CGT	3
Reims : Ça chauffe chez les pompiers !	3
INDECOSA : Halte au racket des locataires !	4
Élections : la CGT aux côtés des livreurs en vélo	4
Calendrier des formations : s'équiper pour agir	4

Face à BARDELLA et MACRON : le FRONT POPULAIRE !



Dès le lendemain des élections européennes qui ont vu une percée historique de l'extrême-droite et l'annonce suicidaire de la dissolution de l'assemblée par un président aux abois, les forces progressistes ont réagi en scellant la naissance du nouveau Front Populaire, en référence au Front Populaire de 1936 qui sut répondre au danger du fascisme.

La menace bien réelle de voir l'extrême-droite raciste, xénophobe et sexiste, arriver au pouvoir dans le pays des droits de l'homme, incombe en grande partie à Emmanuel MACRON qui restera dans l'histoire comme le président qui, élu pour faire barrage à l'extrême-droite, n'aura cessé de lui ouvrir des brèches jusqu'à lui faire un boulevard.

Le nouveau Front populaire s'est engagé à mettre en œuvre un programme de rupture sociale et écologique dans les cent premiers jours.

L'enjeu est de sortir des régressions néo libérales et anti sociales qui ont marqué les années MACRON en mettant en place des mesures phares comme la relance du pouvoir d'achat, l'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage, le rétablissement de l'ISF, la taxation des superprofits, le sauvetage des services publics de la santé et de l'éducation, l'abrogation de la réforme des retraites.

À ce propos il faut souligner à nouveau l'imposture sociale du RN qui, contrairement à ses engagements de campagne, ne souhaite plus revenir sur la réforme des retraites, en raison de son deal crapoteux passé avec Éric CIOTTI.

Dans la Marne, l'Union départementale CGT appelle à une réaction massive du monde du travail face au risque d'une victoire de l'extrême-droite aux élections législatives.

[Lire l'interview de Sophie BINET au Journal l'Humanité](#)

Steve BOUCLY,

Secrétaire à la politique revendicative UD CGT 51



14 JUIN 2024

#67

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr





Reims : Face à l'extrême-droite, une intersyndicale de combat

L'intersyndicale de la Marne s'est réunie le 12 juin à la Maison des syndicats en vue de la préparation du week-end d'action proposé par les syndicats au niveau national. Il a été convenu d'une manifestation **samedi 15 juin à 10h devant la sous-préfecture de Reims.**

Le cortège se déplacera de la sous-préfecture vers la Fontaine des solidarités, sur la Place d'Erlon, puis ira se recueillir devant le Monument aux martyrs de la Résistance et de la Déportation, sur les Promenades, où une prise de parole aura lieu.

Il s'agit d'un parcours inhabituel et symbolique pour raviver les mémoires, rappeler le rôle concret de l'extrême-droite dans l'histoire et souligner la gravité de ce moment où notre république et notre démocratie sont en danger. ([tract](#))

Châlons-en-Champagne : non à l'extrême-droite !

À Châlons-en-Champagne, la CGT des cheminots et L'Union Locale CGT organisent un rassemblement pour dire non à l'extrême-droite. Elles mettent en avant l'imposture anti-sociale du RN qui n'a cessé de favoriser le patronat et trahir les classes populaires par ses votes à l'assemblée. Lors de cette mandature, le RN a voté :

- **CONTRE** l'augmentation du SMIC et des petites retraites
- **CONTRE** l'indexation des salaires sur l'inflation
- **CONTRE** le gel du prix des loyers
- **CONTRE** la taxe contre les super profits
- **CONTRE** le rétablissement de l'ISF
- **CONTRE** la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale, etc...

Rendez-vous samedi 15 juin à 10 h à la Maison des syndicats de Châlons en Champagne.

Vitry-le-François :

contre l'extrême-droite, pour le progrès social et écologique

Répondant à l'appel national intersyndical à constituer un Front populaire pour le progrès social et écologique, l'Union Locale du Pays Vitryat appelle à un rassemblement le plus large possible **devant le monument de la déportation, Place de la gare à Vitry-le-François le samedi 15 juin à 11h.**

Reims - Boulangerie de l'Europe : Stop au mépris !

Jeudi 13 juin, les salariés de la Boulangerie de l'Europe ont débrayé à l'appel de la CGT pour peser sur les NAO (Négociations annuelles obligatoires). Un mouvement qui concerne l'ensemble des salariés du groupe InVivo, géant de l'agro-alimentaire qui compte plus de 18 000 salariés.



Lors des négociations, la direction a proposé 1,3 % d'augmentation, soit une moyenne de 25 € brut ! La mobilisation est donc impérative pour obtenir de véritables augmentations de salaire pour toutes et tous.

La CGT d'InVivo dénonce aussi l'hallucinante répression qui frappe Christian PORTA, délégué syndical de l'usine de Neuhauser, licencié par sa

direction contre l'avis de l'inspection du travail, réintégré par les prud'hommes et à nouveau mis à pied. Christian PORTA est accusé de « harcèlement » par le DRH du groupe, une accusation fantaisiste qui témoigne d'une inquiétante dérive de la part du patronat pour se débarrasser des militants syndicaux. En solidarité avec Christian PORTA ses collègues de l'usine de Neuhauser sont en grève depuis trois semaines.

Reims- Alarme sociale aux TUR

La mise en œuvre du nouveau contrat des transports avec TRANSDEV ne passe toujours pas auprès de la CGT des TUR (Transports Urbains Rémois). Elle vient de déposer une alarme sociale ([lire ici](#)) en vue de la seconde phase prévue en septembre prochain.

La mise en place des Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) va s'accompagner de la suppression d'au moins 11 postes de conducteurs dans le cadre de la réorganisation qui va toucher l'ensemble des services.

Par un jeu de vases communicants, la direction va réduire l'offre urbaine en journée pour mettre en place le service de nuit et les lignes inter urbaines. Elle va surtout confier à sa filiale des Courriers de l'Aube des missions nouvelles, avec un personnel précarisé, payé au SMIC, dans des conditions de travail dégradées.

La nouvelle offre du tramway, mise en place au 1^{er} janvier 2024, est toujours contestée et la pétition auprès des usagers a déjà recueilli près de 1 000 signatures.

À cela s'ajoutent les difficultés liées aux chantiers urbains, qui obligent les usagers à faire des détours pour trouver un bus, occasionne des retards, de l'attente, de l'inconfort et de l'exaspération. Quant aux BHNS, le choix de les faire circuler sur les voies normales et non pas sur une voie dédiée va forcément ralentir les flux.

Avec cette alerte sociale, la balle est dans le camp du Grand Reims à qui la CGT a demandé un rendez-vous. Un Grand Reims qui risque de connaître quelques turbulences puisque le mandat national de Catherine VAUTRIN, qui a mené la négociation du nouveau contrat avec TRANSDEV, a des chances de s'achever plus tôt que prévu.

Quoi qu'il en soit, la CGT des TUR continuera son combat pour le maintien d'un service public de qualité au quotidien pour tous les Rémois et pas seulement pour le confort des touristes en goguette dans la Ville des Sacres.

Champagne : pas de plan d'action pour les vendanges sans la CGT

Suite aux événements tragiques des vendanges de septembre 2023, avec 5 décès dus à la chaleur et des situations avérées de traite d'êtres humains, le patronat du champagne a mis en ligne son plan d'action « Ensemble pour les vendanges en Champagne ».

Dans un article publié dans son blog le 6 juin, la journaliste Sophie CLAEYS détaille le document qui sera officiellement présenté aux organisations syndicales le 20 juin prochain. ([lire la CGT du champagne](#)).

Ce « référentiel de l'emploi saisonnier » porte sur quatre thèmes : le recrutement et l'emploi, conditions de santé et de sécurité au travail, l'hébergement et le transport, les conditions d'exercice de la prestation de service.

Alors que le groupe de travail interprofessionnel s'est réuni une centaine de fois sous l'égide du préfet de la Marne pour élaborer ce référentiel, les organisations syndicales n'ont été invitées qu'à quatre réunions de suivi. L'Intersyndicat CGT du champagne le regrette, d'autant plus que plusieurs de ses recommandations n'ont pas été prises en compte. Elle s'exprimera donc à ce sujet le 20 juin.

Lors de la séance plénière du CESER (Comité Économique Social et Environnemental) du Grand Est du 13 juin, la CGT a fait une intervention sur le thème des vendanges. ([lire l'intervention](#)).

Reims : ça chauffe chez les pompiers !

Lundi 10 juin s'est tenue une assemblée d'une centaine de Sapeurs-Pompiers professionnels à Reims organisée par la CGT et le Syndicat des Autonomes. Pendant près de trois heures, les nombreux problèmes rencontrés dans le Service Départemental d'Incendie et de Secours ont été évoqués, et plus particulièrement sur la situation rémoise.

Actuellement six pompiers de Reims sont suspendus en mesure conservatoire suite à un rapport erroné et exagéré à souhait, basé sur des faits sans aucune véracité. Attisée par l'animosité, la

direction a décidé de faire des exemples, sans se préoccuper des faits réels et témoignages, afin de faire peur aux agents et les contraindre à se taire et rentrer dans le rang.

Depuis de nombreux mois les salariés font face à un monologue et à des décisions unilatérales de leur direction, qui, pire encore, propose de petits arrangements entre amis pour faciliter les prises de grade et mutations aux postes décisifs, sans respecter les décisions votées par le Conseil d'Administration, amenant récemment la démission du Président.

C'est pourquoi en réaction à cette politique autoritaire, dénuée de dialogue social, l'assemblée a décidé d'une première action de contestation. C'est à l'occasion d'un Conseil Social Territorial, qui n'a de social que le nom, qu'est lancé **un appel au 18 juin dès 9h30 rue Carnot à Châlons-en-Champagne devant le Conseil Départemental** pour que l'ensemble des agents du SDIS de la Marne entre en résistance contre l'attitude dictatoriale de la direction.

INDECOSA : Halte au racket des locataires !



INDECOSA CGT dénonce le véritable racket exercé par les bailleurs pour faire payer par les locataires des charges qui leur incombent par le biais de contrats multi services pour l'entretien ou les réparations locatives.

INDECOSA CGT rappelle que la liste des réparations locatives est limitative ([voir le décret n°87-713 du 26 août 1987](#)) et qu'il faut y ajouter la prise en compte de la vétusté des équipements ([voir la loi n°89-462 du 6 juillet 1989](#)).

Sachant que la grande majorité des équipements de plomberie, d'électricité ou de serrurerie dépassent la durée de vie prévisionnelle, qui est de l'ordre de 10 ans, leur réparation ou leur remplacement incombent donc au bailleur.

INDECOSA CGT appelle ses élus à agir pour que ces contrats soient bien pris en charge par les bailleurs. ([lire le tract](#)).

Elections : La CGT aux côtés des livreurs en vélo

Du 22 au 30 mai 2024 les livreurs en vélo ont élu leurs représentants au sein de l'ARPE (Autorité de Relations Sociales des Plateformes d'Emploi). Une élection qui intervient après l'adoption à Bruxelles de la directive européenne qui a enfin reconnu la présomption de salariat pour les livreurs. Une directive adoptée en dépit de la scandaleuse opposition d'Emmanuel MACRON, dont un rapport parlementaire atteste qu'il a magouillé secrètement avec Uber pour favoriser son implantation lorsqu'il était ministre de l'Économie.

L'avenir de l'ARPE, qui entérine une sorte de statut hybride, entre salariat et travail indépendant est donc objectivement compromis.

Pour autant, dans l'attente de la retranscription de la directive européenne dans le droit français, la CGT a décidé de participer au scrutin afin de s'assurer qu'Uber Eats, Deliveroo, Stuart, n'imposent pas d'accords défavorables aux livreurs. Elle a ainsi obtenu 21,80 % des voix et est devenue la seconde organisation syndicale représentative chez les livreurs.

Calendrier des formations : s'équiper pour agir



Info Marne vous informe des formations organisées pour le second semestre 2024 par l'Union Départementale CGT de la Marne. Il s'agit du stage « Développer la CGT- Module 1 »).

- **Châlons-en-Champagne** du 23 au 27 septembre 2024 (il reste 12 places)
- **Reims** du 4 au 8 novembre 2024 (il reste 5 places)
- **Épernay** du 2 au 6 décembre 2024 (il reste 12 places).

Inscription à faire auprès de la formation syndicale de l'UD CGT 51 :
udcgt51.formation@gmail.com

L'extrême droite, l'amie du capital

Sous un discours aux apparences sociales, l'extrême droite porte les intérêts des puissant·es, au détriment des travailleuses et travailleurs, des personnes privées d'emploi et des retraité·es.

Salaires : la solution libérale

- Toujours la vieille recette patronale de baisse des cotisations sociales en réduisant le « pot commun » qui finance vos retraites, vos allocations-chômage, la Sécurité sociale...
- S'oppose à l'augmentation du Smic et des salaires et à leur indexation à l'inflation

Haro sur les étranger·es

- Pointe en permanence la « fraude sociale » (pourtant minime) en l'associant à l'immigration
- Oublie en revanche la fraude fiscale quasi légalisée pour les ultras riches et les grands patrons

L'alliée des puissant·es

- Nie les rapports de classe et veut « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs »
- Refuse de taxer les plus riches
- Rejette les mesures de soutien aux plus pauvres

L'ennemie du monde du travail

- Déteste les syndicats, et en particulier la CGT
- Veut réduire les obligations des employeurs en matière de démocratie dans l'entreprise
- Veut empêcher les étranger·es de voter ou d'être élu·es sur leurs lieux de travail

Retraites : au boulot !

- S'oppose à la retraite à 60 ans, propose un départ après quarante annuités pour les salarié·es ayant commencé à 20 ans
- Pas de prise en compte de la pénibilité
- Vote contre la revalorisation des petites retraites
- Propose de relancer la natalité pour équilibrer le système

L'extrême droite : la grande imposture

Les partis d'extrême droite ne cherchent même pas à expliquer combien coûterait leur politique ou comment elle serait financée. Et pour cause : ils mentent ouvertement, dans le seul but d'accéder au pouvoir.

Logement : tout pour les possédant·es

- Souhaite supprimer les seuils minimaux de logements sociaux et modifier les critères d'attribution
- S'oppose au gel des loyers et à l'augmentation des hébergements d'urgence

Les services publics à la caisse

- Souhaite privatiser les crèches et les cantines, baisser les dotations aux écoles, diminuer les subventions aux associations
- Porte un discours de baisse des impôts qui revient à affaiblir le service public, garant de l'égalité des droits

Rien pour la Sécurité sociale

- Refuse d'augmenter les ressources de la Sécurité sociale en récupérant l'argent des cotisations employeurs aujourd'hui gelées ou exonérées
- Porte la suppression de l'aide médicale d'État comme remède miracle au besoin de financement alors que sa suppression aurait des répercussions très coûteuses pour la collectivité

Des privé·es d'emploi stigmatisé·es

- Tout en votant contre la réforme de l'assurance chômage, les député·es RN proposent un amendement afin de priver d'allocation-chômage un·e salarié·e en CDD qui refuserait un CDI
- Souhaite mettre en place la « priorité nationale » pour priver les étranger·es de toute allocation

Les femmes ? « à leur place »

- Refuse de reconnaître l'existence d'inégalités salariales structurelles entre les femmes et les hommes
- Considère que l'égalité est une menace pour le système en place
- Veut cantonner les femmes à un travail domestique
- Porte une vision de la famille digne d'un autre siècle

Un État sécuritaire et arbitraire

- Promeut une Police nationale sans contrôle citoyen
- Encourage un État répressif et violent, sans justice réelle